

L'Europe et l'Afrique

Louise Mushikiwabo, ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda, est secrétaire générale de La Francophonie.

Thierry de Montbrial est fondateur et président de l'Ifrri.

Thierry de Montbrial

Louise Mushikiwabo est une personnalité tout à fait extraordinaire, que j'ai l'honneur de connaître depuis quelques années. Elle a été pendant huit ans ministre des Affaires étrangères du Rwanda. Elle a évidemment une culture africaine profonde, même si l'Afrique est un continent immense. Elle a passé une vingtaine d'années aux États-Unis, et parle, naturellement, un français parfait. Pour exercer la fonction importante qui est la sienne, une personnalité douée d'une compréhension aussi profonde du monde américain, du monde européen, et du monde africain, est une chance exceptionnelle, donc, pour la francophonie.

Madame la secrétaire générale, comment réagissez-vous à ce que vous avez entendu ce matin – avant de concentrer la réflexion sur l'Afrique ?

L'Afrique à la table du monde

Louise Mushikiwabo

Les échanges que nous avons ce matin, nous devrions les avoir plus souvent que tous les quarante ans... L'anniversaire célébré aujourd'hui est important simplement parce que le monde change, et que nous, citoyens du monde, mais aussi nous institutionnels ou politiques, ne pouvons avoir le luxe de ne pas réfléchir sur l'état de ce monde.

Les relations entre l'Europe et la Chine, ou les États-Unis, ne représentent d'ailleurs qu'une part de ce qui se passe dans le monde. Pour mon continent, l'Afrique, j'interroge son avenir par rapport à la Chine, à l'Europe, et au reste du monde. Il s'agit donc d'un débat très riche, et j'ai beaucoup apprécié les interventions du panel précédent parce qu'elles voulaient nous guider vers ce qui nous rassemble, plutôt que vers ce qui nous sépare.

Les notions d'« ennemi économique » ou d' « ennemi politique » existent bien, mais face à ce qui se passe un peu partout dans le monde,

et d'abord en Europe, efforçons-nous de faire fructifier ce qui nous rassemble. Les différences existent, les exigences du monde actuel sont diverses, mais les guerres commerciales, les crises migratoires, climatiques, les oppositions entre pays du Nord et pays du Sud, constituent aussi des opportunités. Il était un peu étrange que l'Afrique soit absente des introductions à nos débats. Nous sommes ici pour rectifier cela.

Thierry de Montbrial

L'Afrique, je l'ai tout de même mentionnée, mais sous un angle particulier. Le grand problème des Européens – j'entends : de l'Union européenne –, est qu'ils n'ont jamais eu, que nous n'avons jamais eu, d'échanges profonds sur nos différences d'approches, y compris entre nos propres pays. Jean-Louis Bourlanges, dans un autre style, a dit la même chose quand il a relevé que nous sommes toujours en quête d'une identité en réalité jamais formulée.

Encore une fois, on ne peut avoir de politique étrangère, ou d'unité politique, si l'on n'a pas éclairci d'abord son rapport à soi-même, et donc si on n'en est pas arrivé à une certaine unité de point de vue vis-à-vis des autres. C'est là qu'on arrive à l'Afrique : de toute évidence nous n'avons pas entre Européens de vision commune vis-à-vis de l'Afrique. L'Afrique est un immense continent, et parler d'elle comme un tout, c'est déjà un exploit.

En termes de diagnostic, comment percevez-vous les différents points de vue des Européens vis-à-vis de l'Afrique ? Que nous conseilleriez-vous de faire pour avoir une vision plus juste, sachant que l'Afrique est aussi un théâtre d'opérations pour les convoitises chinoises et américaines, voire indiennes ou russes ? Sachant, aussi, que nous-mêmes ne lui avons consacré jusqu'à présent que fort peu de moyens, et fort peu de pensée stratégique ?

Louise Mushikiwabo

Notre relation, très importante tant pour l'Europe que pour l'Afrique, a besoin d'une mise à niveau. Je vous parle en tant que secrétaire générale d'une organisation qui représente les cinq continents et doit se poser les questions de son importance, et de ce qu'elle fait. Pour l'Afrique et pour l'Europe, le moment est venu de redéfinir notre relation par rapport au temps que nous vivons aujourd'hui, et peut-être surtout – je le dis comme Africaine – par rapport à la perception de l'Afrique comme un continent ayant besoin d'être secouru. Si j'avais un conseil à donner – et je crois que mon organisation, la Francophonie, est une passerelle privilégiée pour la redéfinition de notre relation –, ce serait celui de rechercher une bonne

définition de nos intérêts réciproques : quels sont les intérêts aujourd’hui du continent africain ; quels sont les intérêts aujourd’hui du continent européen ? Et où ces intérêts se rencontrent-ils ?

L’Afrique devrait, doit, être perçue comme un partenaire par l’Europe. Cela manque encore dans le discours ou dans la relation institutionnelle. Je suis heureuse de voir que l’Union européenne essaie pourtant depuis quelques années de redéfinir cette relation. L’Afrique-continent-de-l’aide, de la charité, continent-qui-doit-apprendre, doit prendre des leçons, cela n’est plus d’actualité. La relation entre l’Europe et l’Afrique doit désormais s’inscrire dans une réalité de partenariat.

Thierry de Montbrial

Mais l’Afrique est au moins aussi divisée que l’Union européenne. Comment, dès lors, définir les intérêts de l’Afrique ?

Louise Mushikiwabo

Le monde entier est très divisé. Quand j’ai parlé de « ce qui nous rassemble », je pensais surtout à ce qui rassemble l’Afrique. J’ai travaillé pour mon pays pendant une dizaine d’années aux Affaires étrangères. J’ai parcouru l’Afrique et le monde, accueilli aussi le monde dans mon pays. Et je sais que si l’Afrique n’est pas nécessairement unie quant à ses intérêts, cela n’empêche nullement que les quelques éléments qui nous unissent nous définissent.

L’Afrique aujourd’hui – je me permets de généraliser – a besoin de s’asseoir à la table des grands, et de prendre part à la conversation. L’Afrique peut le faire à travers ses représentants – l’Afrique institutionnelle et l’Union africaine, une organisation qui s’est remise en question, se réforme, et essaie justement de trouver les points de convergence entre tous ses membres : à 54 États c’est difficile (vous le voyez à 28...). On n’inventera pas une organisation supra-gouvernementale ou inter-gouvernementale qui fasse converger tous les intérêts. Mais aujourd’hui l’Europe et l’Afrique ne pourraient-elles pas par exemple discuter d’un glissement de la notion d’aide vers les notions d’investissement et de commerce ?

L’Afrique – voilà un intérêt continental – aurait aujourd’hui besoin de dialoguer sérieusement avec l’Europe sur les questions de sécurité et de migrations. J’ai regretté, quand j’étais ministre des Affaires étrangères, de n’avoir vu nulle vraie discussion sérieuse entre nos deux continents sur la question des migrants. On va trop vite : l’Afrique est désorganisée et

l'Europe n'a pas le temps. Il y a pourtant une relation naturelle, d'histoire et de géographie, entre l'Afrique et l'Europe, qui constitue un atout remarquable. Les intérêts de l'Afrique sur les questions d'ordre mondial – sécurité, commerce, investissements, technologies – ne divergent pas de ceux de l'Europe.

Thierry de Montbrial

Je voudrais insister sur l'importance des organisations régionales dans le monde actuel. Leur développement, leur renforcement sont essentiels – et, vu d'ici, l'unité africaine en est le premier exemple. Tout ne peut pas se jouer au niveau de l'ONU à New York.

Deuxièmement, je souligne que vous n'hésitez pas à employer le mot « intérêt ». Nous avons à l'Ifri fait un travail important pour réhabiliter la notion « d'intérêt national »¹. Il ne faut pas avoir honte de parler d'intérêts, et en effet rechercher quels sont les intérêts africains – ce qui suppose un travail qui vous est propre –, et les intérêts communs, partagés, en matière de sécurité. Et il faut faire ce travail en disant les choses franchement.

Je voudrais maintenant élargir la discussion à la francophonie. L'Organisation internationale de la Francophonie est finalement assez peu connue, et son image est d'autant plus brouillée qu'on y a intégré des pays qui ne sont manifestement pas francophones. Quelles sont vos premières impressions, et comment pensez-vous que l'on peut valoriser plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici cette notion de francophonie ?

Le rôle de la Francophonie

Louise Mushikiwabo

J'ai été étonnée de voir, en arrivant à Paris voici trois mois, que la Francophonie était assez peu connue alors que nous avons notre siège à Paris. J'ai demandé au président de la République française et aux ambassadeurs des pays francophones à Paris de faire quelque chose concernant les questions d'identité et de définition de soi. Si les trente pays francophones du continent africain – plus de la moitié du continent africain appartient à l'organisation – savaient combien notre organisation est méconnue, je crois qu'ils s'en trouveraient quelque peu offensés. Mais quel est l'intérêt de la Francophonie pour les Français et pour les autres membres ?

1. T. de Montbrial et T. Gomart, *Notre intérêt national : quelle politique étrangère pour la France ?*, Paris, Odile Jacob, 2017.

La Francophonie est une organisation qui a une histoire, très longtemps axée sur la France et les relations de la France avec les pays où la langue française dominait. Avec le temps, la Francophonie est devenue une sorte de mini-Nations unies. Elle est devenue une agence de coopération, une organisation internationale en lien avec nos partenaires : l'Agence universitaire de la Francophonie, l'université Senghor en Égypte, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie où l'on trouve beaucoup de membres du Parlement français...

La Francophonie doit aujourd'hui se redéfinir, être visible, pertinente – et c'est un des mandats majeurs que j'ai reçus comme secrétaire générale. Nous sommes aussi une organisation dont la valeur ajoutée tient certainement à la rencontre de mondes différents, de cultures différentes. Nos populations, au-delà des chefs d'États qui se réunissent en sommets tous les deux ans, nous demandent aujourd'hui du tangible. Quand nous pourrons donner ce tangible, ce concret, au service de la défense des intérêts des citoyens et des États membres, notre légitimité ne pourra plus être mise en question.

C'est le sort de beaucoup d'organisations multinationales aujourd'hui, remises en cause par un certain cynisme critique du multilatéral. La critique est d'ailleurs souvent justifiée : à force d'être politisées, ces organisations ont oublié qu'elles représentaient avant tout des citoyens aux demandes réelles.

La Francophonie a bien sûr pour mission de faire rayonner la langue française. À l'origine, les pères fondateurs de la Francophonie n'étaient pas français : un Cambodgien, un Sénégalais, un Nigérien, un Tunisien ont décidé de créer cette organisation basée sur la langue française, sur l'aspect interculturel et sur la solidarité, qui sont l'essence même de notre organisation.

En 2019, les enjeux se sont élargis, et au-delà de la défense de la langue française, on nous demande du concret. Personnellement, je suis très intéressée par la jeunesse – l'espace francophone est très jeune –, et par le numérique, outil qui va à la rencontre du savoir, de l'éducation, de l'emploi, de l'innovation. Nous devons nous focaliser sur ces domaines : nous avons cette valeur ajoutée non négligeable de constituer un catalyseur, une passerelle entre les différents membres de notre organisation.

Thierry de Montbrial

Je suis en plein accord avec vous, et je regrette souvent d'entendre les intervenants de réunions internationales parler un mauvais anglais ;

mieux vaut parler français quand on le peut, plutôt qu'un anglais approximatif. La World Policy Conference, que j'ai créée voici douze ans, maintient absolument les deux langues – français et anglais –, avec traduction simultanée, parce que j'ai souvent constaté, en particulier en Afrique, que les Africains étaient choqués de voir que les Français eux-mêmes abandaient leur langue.

Louise Mushikiwabo

Je viens d'un pays qui a quatre langues officielles. J'ai grandi dans un monde multilingue, et la langue française qui est une belle langue y a sa place. C'est cette place, simplement, que nous revendiquons.

Thierry de Montbrial

En Inde, vous avez sur les billets vingt dénominations linguistiques, et encore cela ne représente-t-il qu'une partie des langues parlées dans le pays. Vous venez du Rwanda, qui n'est pas *a priori* le plus francophone des pays africains, vous avez passé une vingtaine d'années aux États-Unis, vous êtes aujourd'hui un peu amoureuse de la langue française, et votre pays a des rapports remarquables avec la France en dépit d'un différend toujours pas résolu. D'où vous vient ce coup de foudre pour le français et pour la France ?

Louise Mushikiwabo

La réponse est dans votre introduction. Je suis née et j'ai grandi dans un Rwanda très francophone puisque mon pays est une ancienne colonie belge, et j'ai de la famille dans plusieurs pays francophones dont le Canada, le Mali, la France, la Belgique, le Gabon. Il s'agit donc un peu de mon identité, mais j'ai par ailleurs appris l'anglais dans un Rwanda très francophone, j'ai un diplôme en langue anglaise du Rwanda, et une maîtrise en langue française des États-Unis !

Le Rwanda est situé entre l'Afrique de l'Est anglophone et l'Afrique centrale francophone : nous avons donc les deux héritages. Depuis une vingtaine d'années, le Rwanda est cependant beaucoup plus tourné vers l'Afrique de l'Est parce que cette région est notre partenaire économique le plus important.

Le Rwanda est un pays où tous les citoyens parlent la même langue, le *kinyarwanda*, contrairement à beaucoup de pays francophones africains qui ont plusieurs langues locales, et doivent recourir au français pour pouvoir se comprendre. En réalité, le Rwanda est un pays très rwando-phone... Parmi ceux qui y parlent les langues étrangères, on parle plus

français qu'anglais. La langue anglaise étant la langue de la technologie, du commerce, et le Rwanda étant à la fois membre du Commonwealth et de la Francophonie, c'est entre ces deux identités que nous nous construisons.

C'est dans ce monde-là que nous évoluons, que la langue française évolue. La langue française des États comme l'Irlande, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, le Qatar, la Louisiane... L'attractivité de la langue française est forte, et c'est une très belle aventure de pouvoir dire que la Francophonie est si attractive pour tant de pays.

